

fossé entre les nantis et les autres se creuse toujours davantage.

Je déplore, et c'est très difficile à comprendre pour quelqu'un comme moi que, dans un pays aussi riche et développé que le Canada il y ait, en 1989, plus de quatre millions de pauvres, dont la moitié sont des jeunes. Nous ne devons pas oublier la multitude de pauvres du tiers monde. Le Canada doit agir comme chef de file pour les soulager de leur endettement.

Il est incroyable qu'il se trouve dans notre pays prospère, en 1989, des milliers de sans-abri, y compris des mères de jeunes enfants. Le gouvernement ne juge même pas à propos de mentionner ce problème accablant dans le discours du Trône.

La prospérité ne devrait pas se mesurer seulement par l'augmentation de la productivité pour un grand nombre de personnes, comme l'a dit le premier ministre, mais aussi par la disparition des pauvres, la suppression des périodes d'attente pour ceux qui ont besoin d'opérations cardiaques ou de traitements contre le cancer, la restauration de la dignité des autochtones et l'élimination des inégalités d'emploi pour les minorités visibles et les nouveaux citoyens. Madame la Présidente, une fondation destinée à faire valoir la nécessité de favoriser l'harmonie entre les races ne suffit pas. C'est l'égalité d'emploi qu'il nous faut.

Pourtant, le gouvernement en a jugé autrement à cause de sa nouvelle obsession, le déficit. En quatre ans, en un seul mandat, il a presque doublé la dette publique qui est passée de 170 à 320 milliards de dollars. Oui, il a presque doublé le déficit accumulé pendant plus de 100 ans, malgré la plus forte augmentation d'impôts de l'histoire du Canada qu'il a fait supporter surtout aux classes pauvres et moyennes. Dans le discours du Trône, le gouvernement a essayé de camoufler le déficit en disant qu'il avait diminué en pourcentage. Il n'a pas eu le courage d'avouer qu'il avait augmenté en chiffres absolus. En faisant des promesses, avant les élections, il savait qu'il allait augmenter le déficit; en insistant sur sa réduction, après les élections, il a été malhonnête avec les électeurs canadiens comme il l'a été pour le libre-échange qu'il dénonçait avant les élections de 1984.

Au lieu de nous demander combien nous sommes riches, demandons-nous plutôt ce que nous faisons de notre richesse. La dette que nous avons accumulée nous a permis de nous doter d'écoles publiques, d'hôpitaux et de bien d'autres institutions publiques qui nous sont chères. Le gouvernement veut maintenant sabrer sévères partout, surtout dans les programmes sociaux, parce que ses amis des grandes entreprises qui ont fait de la publicité pour lui durant les élections prétendent maintenant que les programmes sociaux menacent leur compétitivité. Ils se cachent derrière des termes comme révision, réfor-

me et réadaptation. Nous ne sommes pas naïfs, ni sots, ni ignorants. Nous savons très bien que c'est un code utilisé pour parler de compression, de suppression et de désin-dexation.

• (1740)

Le gouvernement n'a-t-il pas appris sa leçon? Il ne peut, sous quelque prétexte que ce soit, toucher au principe de l'universalité des programmes sociaux du pays. S'il croit pouvoir le faire, il vaut mieux qu'il se prépare à la bataille car nous lutterons.

Des voix: Bravo!

M. Pagtakhan: Nous devons être vigilants pour éviter de voir nos craintes se matérialiser, notamment dans le secteur des soins de santé.

La santé, madame la Présidente, a toujours été au centre de ma vie professionnelle. Je suis médecin et j'enseigne la médecine; je consacre ma vie professionnelle à guérir les malades et à promouvoir la santé. Et en tant que parlementaire, la santé demeure pour moi une préoccupation majeure et je l'aborde avec un engagement renouvelé. Je suis donc très reconnaissant à mon chef de m'avoir nommé porte-parole adjoint en matière de santé. Il s'attend à ce que mon collègue de Cap-Breton-Richmond-Est et moi surveillions de près notre régime universel d'assurance-maladie et nous ne le décevrons pas. Il espère que nous obligerons le gouvernement à faire passer la santé des Canadiens avant toute autre considération et nous n'y manquerons pas.

De nombreux incidents ont déjà été relevés en quelques semaines pendant que la Chambre ne siégeait pas. Nous avons même constaté que les méthodes employées par le ministère de la Santé ne permettent pas d'assurer la pleine protection des Canadiens. En conséquence, madame la Présidente, je demande au gouvernement de mettre immédiatement à jour ses méthodes de distribution et de vente d'aliments ou autres produits susceptibles d'être préjudiciables à la population.

Les méthodes doivent être assez claires pour que nous sachions toujours ce qui va se produire dès qu'un produit semble dangereux. Les Canadiens ne peuvent plus tolérer une politique de sécurité de la santé caractérisée tour à tour par la témérité et l'indécision. L'approche fondamentale de la sécurité de la santé n'est pas difficile. Le gouvernement n'a qu'à céder, puis à accélérer. Oui, une nouvelle politique peut parfois déranger l'industrie, les distributeurs et les marchands. Je le sais. Je sais également que la santé est un don de Dieu trop précieux pour qu'on puisse se permettre de prendre des risques inutiles. Lorsque des milliers de vie sont menacées par des denrées, des médicaments et des pesticides dangereux, je crois utile de dire que la protection de la santé doit avoir la priorité absolue. Ce ne doit plus être une question de profits.